L'Abeille de la Nouvelle-Orléans
Bureaux, No 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS
SAMEDI, 15 NOVEMBRE 187

La visite de Bismarck à Vienne.—A dernier conseil tenu sous la présidence de M. Grévy, M. Waddington a communiqué à ses collègues quelques informations, émanant de lui seul seulement, sur certains incidents qui ont précédé et suivi la conférence de Vienne, objet des préoccupations de toute l'Europe.

Il [illegible] dans la visite du prince de Bismarck, tenu à s'écarter des milieux officiels, et on lui a laissé ignorer, non-seulement les résolutions prises, mais encore les alliés et voyages des négociateurs avant le résultat final.

Plus tard, M. Teisserenc de Bort, se disant aux belles paroles de M. de Bismarck, a télégraphié au ministre des affaires étrangères à Paris que les préoccupations du comte Andrassy avec le chancelier allemand ne devaient rien avoir d'inquiétant pour la France.

M. Waddington n'aurait pas dissimulé la désobligeance qui est résultée pour lui de cette indication, et la fâcheuse impression que lui a causée l'attitude équivoque du cabinet de Vienne dans toute cette affaire.

Une pensée cependant rassure M. Waddington, c'est que les mesures prévenues mentions à Vienne d'adresser notre à la situation générale de la France qu'à des éventualités dont l'Europe se préoccupe à bon droit.

M. Waddington a donné un entre, sur son rapport personnels avec le prince Orloff, des explications tendant à prouver que ces rapports n'ont pas causé un seul instant d'être empreints d'une parfaite courtoisie.

Le "Post" a publié, de son côté, un long article en réponse au "Berliner Tageblatt" dont tous les organes européens ont reproduit récemment les appréciations. Le principal passage de cet article est ainsi conçu :

"Si l'Allemagne a cherché à se rapprocher de l'Autriche, ce n'est point parce que les intérêts allemands souffriraient de la présence des Russes à Constantinople, toute petite que, n'épouvantent aucun penchant à rendre à l'autre de ces services de vassalage, elle a été directement promenée par la Russie.

Ajoutons que ces menaces ont été accentuées encore par ce fait qu'en même temps que des agents russes très bien placés sondaient la France en vue d'une alliance contre l'Allemagne. Il est vrai que le gouvernement français actuel n'a pas voulu prêter l'oreille aux ouvertures de la Russie, parce que lui-même ne souhaite pas que la paix soit troublée.

Il paraît que ce n'est pas sans peine que l'on a pu décider l'empereur Guillaume à signer le traité d'alliance avec l'Autriche, et à renoncer ainsi à l'une des plus chères traditions de la cour de Berlin, c'est à dire à l'amitié de la Russie. D'après le "Standard", il n'a rien moins fallu, pour vaincre la résistance de l'empereur, qu'un long mémorandum où M. de Bismarck a eu soin de réunir tous les griefs qu'il avait contre la Russie, ainsi que certains documents prouvant jusqu'à l'évidence que la Russie n'a cessé de conspirer contre l'Allemagne. Voici les points principaux qui y sont relevés :

1. Que la société russe est entièrement corrompue par le nihilisme, et que la fidélité de l'armée est minée par les agissements révolutionnaires ;

2. Que l'armée russe est animée du plus profond sentiment de dégoût pour l'Allemagne ;

3. Que les diplomates russes n'ont cessé d'intriguer à Paris et à Vienne dans le but d'amener l'isolement de l'Allemagne ;

4. Que l'attitude des archidnes russes trahit leurs sentiments anti-allemands ; enfin, que de sérieuses difficultés [illegible] s'élever dans le cas où la mauvaise volonté viendrait à lui être fatale.

Sur tous ces points, l'empire des Tsars a été reconnu par les diplomates allemands à l'étranger.

On a beaucoup remarqué un article du "London Times", qui fait ressortir ce que le traité austro-allemand cache de dangereux pour la France :

Il est évident que toutes les fois que l'Allemagne opère une manœuvre diplomatique sérieuse, et qui [illegible] entre ces [illegible] de [illegible] peuvent être avantageuses pour la France, et le moindre inconvénient de l'entente préparée par l'Allemagne dans les neuf dernières années, c'est que la France a été laissée en dehors des décisions de quelques puissances européennes.

L'entrevue de Berlin a pour première conséquence la suppression de la possibilité d'un rapprochement effectif entre la France et l'Autriche, un rapprochement qui, pacifique ou non, aurait été des plus heureux pour la France ; car une entente entre l'Angleterre, la France et l'Autriche, aurait certainement été des plus fructueuses par ses résultats de toute espèce, et aurait logiquement et puissamment contribué au maintien de la paix générale."

Le Temps s'attache surtout à démontrer que la France ne pourrait trouver aucune compensation dans une alliance avec la Russie et il conclut ainsi :

La France a donc raison de ne pas se réjouir de ce qui est arrivé, avec ou sans signatures, à Vienne. De même que pendant longtemps elle aura les meilleures raisons pour ne pas se féliciter d'aucun projet de M. de Bismarck, elle aura le droit d'attendre à voir celui-ci travailler en sa faveur.

Le Rubicon est donc passé ; l'Europe entre maintenant dans une phase nouvelle ouverte, par l'entente de l'Autriche et de l'Allemagne, sur la stricte observation du traité de Berlin et la garantie de leurs possessions mutuelles, y compris la Bosnie et l'Alsace-Lorraine.

Ferblanterie, quincaillerie, articles en bois, bijouterie, ornements et fantaisies au magasin à 5 cts. et à 10 cts., 142 1/2 rue du Canal.

—La *France* annonçait, hier soir, "que l'élection pour le remplacement de M. Hison, décédé, qui représentait à la Chambre la 1re circonscription de Guingamp, s'est faite, paraît-il, dans de telles conditions, qu'une instruction pour délit de corruption électorale sur la plus grande échelle a été ordonnée par M. le garde des sceaux.

"Cette instruction, très habilement conduite par M. le procureur de la République et M. le juge d'instruction de l'arrondissement, [illegible] jusqu'au [illegible] de M. [illegible] et de [illegible] ont paru sérieusement compromises."

Une correspondance télégraphique confirme la nouvelle donnée par la *France*, et surtout la complète. Il s'agit de trois ou quatre cents personnes accusées de s'être laissé acheter. Une bourse était ouverte, en effet, pour l'acquisition des voix : elles étaient cotées, en moyenne, à douze francs.

—M. de Lesseps compte partir pour Panama, le 6 décembre prochain, avec une commission d'hygiène. Mme de Lesseps l'accompagnera, ainsi que les trois aînés de ses sept petits enfants, âgés de huit, de sept et de six ans. Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur le percement de l'isthme de Panama, on ne saurait trop admirer l'énergie de ce vieillard de soixante quatorze ans qui va faire un long voyage quand il pourrait vivre si tranquillement dans son château de la Chenaie.

—M. Ernest Brelay, qui, dans la dernière séance du conseil général, s'est si énergiquement prononcé contre l'amnistie, a adressé aujourd'hui sa démission aux deux présidents du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine.

M. Brelay représentait le quartier des Champs-Elysées (8e arrondissement.) Il est le frère de M. Brelay, député de Paris.

—M. H. Baffenoir, directeur du journal le *Nouveau Père Duchêne*, se porte comme candidat aux élections municipales qui vont avoir lieu à Sèvres (Seine-et-Oise).

Mot Tahitien d'un Spectateur annonçant le prochain mariage de M. Gambetta, mais sans dire avec qui.

Ce serait un secrétaire du président de la Chambre, qui aurait répondu cette nouvelle dans les bureaux du ministère de l'intérieur.

—La dernière enquête de la chambre de commerce a relevé un chiffre important : c'est celui de la population ouvrière à Paris.

Cette population comprend : 295,961 ouvriers, 105,410 ouvrières, 19,669 garçons de magasin et 6,461 filles assistantes de seize ans.

A ce chiffre, il convient d'ajouter : 66,129 ouvriers-patrons, c'est-à-dire travaillant en chambre et possédant compagnon, 36,242 ouvriers sans compagnons, et enfin 45,936 ouvriers attachés aux établissements publics.

On arrive ainsi à un chiffre de 560,288 personnes, soit plus du quart de la population parisienne.

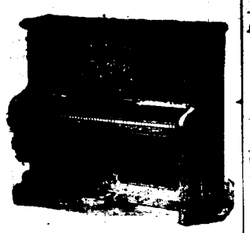
—La *Marseillaise* affirme que si, comme l'annonce le *Parlement*, M. Barlaux renonce à présenter son projet de loi sur le scrutin de liste, les membres les plus autorisés de la gauche et de l'Union républicaine reprendront ce projet pour leur compte.

Le même journal croit savoir que E. Gambetta et M. Grévy sont absolument favorables au rétablissement du scrutin de liste.

Ordres pour charbon remplis avec célérité par Hy J. Montagnet, 4 rue Carondelet.

P. WERLEIN,
158 RUE DU CANAL,

PIANOS,
ORGUES
ET
MUSIQUE
LES
Meilleurs Pianos et Orgues
AUX
PLUS BAS PRIX
ET AUX PLUS
Libérales Conditions



Son stock se compose de Pianos Châtelain qui sont sans rivaux, d'excellents Pianos de Steinbach, des solides et sonores Pianos de Chickering, qui [illegible] la qualité, un ton remarquable, par [illegible] des mêmes de la Philadelphie and Reading Iron and Coal Company. Prix. A vendre par WILLIAM MURRAY, Agent, 49 Carondelet, entre Union et Union.
30oct—1m

AVIS SPÉCIAL.
Charbon ! Charbon ! Charbon !
COAL
Je suis prêt à fournir du Charbon ST BERNARD et la meilleure qualité PITTSBURG, aux familles, débitants, et pour machines à vapeur, dans les limites de la ville, au prix ci-dessous pour des comptant :

	St-Bernard	Pittsburg
10 à 100 barils	75c.	85c.
500 à 500 barils	70c.	80c.
250 et au-dessus	65c.	75c.

Charbon canal ou coulé, 70c.
W. S. CAMPBELL, Agent,
12 sept—1y 29 rue Carondelet.

BUREAU DE
W. S. CAMPBELL, Agent,
29 rue Carondelet, Nile-Orléans.

ST. BERNARD — PITTSBURG
COAL
ANTHRACITE — CANNEL
EN GROS ET AU DETAIL.
FOURNI AUX
bateaux à vapeur et aux familles.
Toujours à vendre, une forte quantité de cet célèbre charbon Pittsburg de St-Bernard et de O'Neil & Cie.
10sept—jany 1 janv

CHARBON. CHARBON.
Hy. J. Montagnet,
Marchand de charbon
PITTSBURG, ANTHRACITE ET CANNEL.
COAL
COMMANDES des Maisons, Fabriques, Steamers et Familles, remplies avec célérité.
Chantier, sur le Levée, près du débarcadère du Bayou Road-Pontchartrain via Pont Carrollton, Rond des Carondelet, près Canal.
Les ordres peuvent être laissés aux deux bureaux.
21 août—3m

BODLEY BROTHERS
ONT l'assortiment le plus complet de vraquenets, [illegible] à [illegible] et [illegible] charretons à bagages, [illegible] [illegible] roues à rais, petites charrettes de toutes dimensions, chars à bagages, [illegible] [illegible] [illegible]